

La fin de la guerre froide a renforcé les liens multilatéraux à l'ONU et dans la Francophonie. Rabat a soutenu le programme innovant de sécurité humaine promu par le ministre des Affaires étrangères du Canada, Lloyd Axworthy, dont les politiques privilégiaient la sécurité individuelle sur la souveraineté de l'État. Il fut quelque peu gêné par le refus du Maroc de signer la convention historique d'Ottawa interdisant les mines anti-personnelles, mais ce fut facile à occulter. Les pays étaient alliés dans la première guerre du Golfe contre l'Irak en 1990, et leurs troupes ont servi ensemble comme soldats de la paix en Haïti et dans les Balkans.

Le Maroc a apprécié l'aide d'Ottawa dans le difficile processus onusien des pourparlers de paix au Sahara occidental, même si Rabat avait espéré recevoir un soutien plus fort de la part du Canada, du moins en privé. Les diplomates canadiens ont bien accueilli les perspectives modérées du Roi Hassan II, au moment où le radicalisme islamique s'emparait de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, et ils furent encouragés quand il a progressivement introduit des réformes politiques au cours des années 1990.

Ils ont applaudi quand le souverain a transféré le gouvernement au leader de l'opposition de gauche Abderrahmane Youssoufi après les élections législatives de 1997. Il restait seulement un problème potentiel: le Québec. L'ambassadeur sortant, Jean-Guy Saint-Martin, craignait que le rôle actif de la province au Maroc puisse entraver les relations canado-marocaines. Pour éviter "le prisme québécois", il a exhorté Ottawa à renforcer la présence du gouvernement fédéral au Maroc.⁶⁹

Cela fut vite fait. Le 24 février 1999, le Gouverneur-Général Roméo Leblanc atterrit à Rabat, premier chef d'État canadien à visiter le Maroc. Il était accompagné par le ministre de la Coopération internationale, Diane Marleau, par un groupe parlementaire, par des chefs d'entreprises et des